

que les organisations politiques qui sont disposées à les appuyer puissent avoir la finance voulue pour continuer à exercer le même stratagème.

Qu'il doit donc être humiliant d'être le premier ministre d'une province riche comme le Québec, et d'agir comme un «quêteux» en avion, en «quêteux» moderne. Il doit aussi être humiliant d'être le ministre des Finances ou le premier ministre du Canada, de s'agenouiller devant la finance canadienne, et encore plus souvent, devant la finance américaine. Que ferions-nous où et comment pourrions-nous administrer le Canada, si nous n'avions pas les «piastres» américaines et si nous ne nous endettions pas au fur et à mesure que nous nous développons.

Voilà l'une des stupidités de nos gouvernements, des hommes et du système actuel, ce sont des stupidités comme celles-là que nous, les Créditistes, ne pouvons accepter. On emprunte ailleurs à des taux d'intérêt élevés, et l'on prête aux autres pays sans intérêt. L'homme d'affaires qui se croit intelligent peut-il l'accepter?

Nous constatons, cependant, qu'avec la force de la logique et le temps, quelques cerveaux s'ouvrent. On nous donne raison, et l'on est obligé de répéter nos affirmations.

J'aimerais lire un télégramme qui a été expédié au très honorable premier ministre du Canada (M. Trudeau), le 14 mars,—il y a deux jours—et qui se lit comme il suit:

• (9.10 p.m.)

[Traduction]

Édifices du Parlement

Ottawa

Il me semble que les Canadiens en ont passablement assez de vous voir parcourir le monde en avion à réaction dépensant sans compter et offrant des millions de dollars de nos contribuables sous forme d'aide à l'étranger pendant que nous, qui payons le transport, voyons tristement le chômage sévir dans nos régions dépourvues. Il est grand temps de rappeler M. Sharp au pays, de cesser de jouer au Père Noël et d'utiliser quelques-uns de ces millions pour nous redonner nos chemins de fer et remettre nos gens au travail. J'ai à vous proposer un programme dont le succès est garanti si vous ordonnez à votre personnel de l'étudier en tant que programme-choc. En ce qui nous concerne, la lune de miel est terminée et il est temps de passer aux actes et de venir en aide aux Canadiens et non à l'Afrique ou à Tombouctou. Si j'ai tort, dites-le moi car je me fais le porte-parole d'un grand nombre de Canadiens qui attendent votre réponse.

Veillez agréer l'expression de mes meilleurs sentiments.

Eddie Sargent,
député de Grey-Bruce

[Français]

Ceci démontre qu'il n'y a pas que les créditistes qui sont scandalisés de l'attitude de notre premier ministre qui se promène partout, dans le monde, et qui offre de l'argent sans intérêt.

Lorsqu'on parle de ce même phénomène appliqué aux municipalités, on rit, on trouve cela drôle, on niaise. Eh bien, nous demandons la même chose que l'honorable député de Bruce (M. Whicher), nous demandons que la politique extérieure visant à aider l'Afrique, les pays sous-développés du monde, s'applique également à Granby ou à n'importe quelle autre ville, municipalité, commission scolaire ou gouvernement provincial. Actuellement, le premier ministre du Québec est obligé d'aller en «quêteux» à New York pour aller quémander des dollars afin de développer le Québec et en même temps, hypothéquer au fur et à mesure notre développement.

[M. Rondeau.]

Quant à la façon dont sont présentés, actuellement, les budgets des ministres des Finances et quant aux moyens qui, selon nous, seraient nécessaires pour rendre cette présentation plus intelligible, plus efficace et plus normale, je suis frappé à la lecture des documents budgétaires qui sont présentés chaque année et également à la lecture des montants attribués à chaque poste, chaque année, de constater que la «dette nationale» s'accroît, ainsi que les intérêts de cette dette.

La dette nationale du Canada était seulement de 75 millions de dollars en 1867, elle a quintuplé avant la Première Guerre mondiale, pour passer à plus de 314 millions. Après la Première Guerre, la dette a passé à un milliard, 200 millions de dollars. Elle a quintuplé en six ans.

Puis nous avons traversé la crise et la Seconde Guerre mondiale. La dette du Canada s'élevait, en 1945, à plus de 11 milliards de dollars. De 1945 à 1960, la dette s'est élevée à environ un milliard, pour se fixer à 12 milliards, 89 millions environ. De 1960 à 1968, la dette a encore augmenté de plus de quatre milliards, pour passer à plus de 16 milliards, en 1968.

On peut donc s'attendre, monsieur l'Orateur, étant donné le budget des dépenses pour l'année fiscale se terminant le 31 mars 1972, à une autre augmentation de la dette de plus d'un milliard. Il est plus frappant de lire les sommes de plus en plus élevées que les contribuables sont appelés à payer chaque année, au chapitre de la dette publique, et les intérêts qui y sont attachés.

[Traduction]

M. l'Orateur suppléant: A l'ordre, s'il vous plaît. Je regrette infiniment d'interrompre le député, mais je dois lui rappeler que son temps de parole est expiré.

Des voix: Continuer.

M. l'Orateur suppléant: Le député peut poursuivre s'il y a consentement unanime. La Chambre y consent-elle?

Des voix: D'accord.

[Français]

M. Rondeau: Je remercie mes collègues de m'accorder cette latitude.

En 1969-1970, les dépenses réelles, au chapitre de la dette publique, ont été de \$1,709,938,172. En 1970-1971, les dépenses, au même titre, ont été de \$1,862,400,000, et enfin, pour l'année 1971-1972, l'honorable ministre des Finances prévoit des dépenses, en intérêt seulement, quant à la dette publique, de l'ordre d'un milliard, 988 millions.

S'il existe approximativement 20 millions de Canadiens, cela représente environ \$100 par année, pour chaque citoyen. Or, il est bon de se rappeler qu'en 1945, soit après la Seconde Grande guerre, l'intérêt payé *per capita* sur la dette nationale était de \$26.42, et que cet intérêt était de \$42.17 *per capita*, en 1960.

Douze ans plus tard, soit en 1972, chaque Canadien devra déboursier tout près de \$100, à cette fin.

Voilà les fruits du régime financier dont le gouvernement actuel et dont les gouvernements précédents ont été et sont les fidèles serviteurs.

• (9.20 p.m.)

Mais s'il s'en trouve pour affirmer qu'il est bon qu'il en soit ainsi, comme Alexander Hamilton, le porte-parole des banquiers internationaux, et surtout le porte-parole